

Cadre de référence

des démarches de revitalisation intégrée

Contexte historique

Depuis plusieurs années, les acteurs des communautés locales au Québec se mobilisent pour améliorer les conditions de vie de leurs populations, particulièrement dans les milieux défavorisés. Plusieurs de ces communautés expérimentent des démarches locales de revitalisation intégrée, qui se caractérisent principalement par la mobilisation concertée de différents partenaires des milieux communautaires, gouvernementaux ainsi que des entreprises pour revitaliser des communautés en difficulté et ce, dans les différents aspects qui touchent la qualité de vie de la population notamment au niveau économique, social, culturel et environnemental. Ce type de démarche s'est développé dans plusieurs pays, mais l'expérience québécoise se caractérise par certaines particularités.

La participation citoyenne est au cœur des démarches de revitalisation intégrée et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, démarches qui cherchent à transformer les communautés en fonction des besoins et des forces des populations qui y vivent. Il n'est donc pas question ici d'un développement qui passe par le remplacement d'une population défavorisée par une population mieux nantie, mais d'une démarche qui a pour objectif d'améliorer les conditions de vie d'une population résidente.

Nous rencontrons actuellement ce type de démarches un peu partout au Québec, certaines d'entre elles étant en opération depuis une dizaine d'années. Elles sont portées par une diversité d'organisations en fonction de la réalité et des opportunités présentes dans les milieux locaux. Elles sont coordonnées tantôt par des tables de concertation ou un organisme déjà existant, tantôt par des corporations de développement économique communautaire. Certains milieux ont également choisi de mettre en place une corporation distincte pour les incarner. Les expériences vécues jusqu'à maintenant démontrent que ces démarches ont un fort potentiel de mobilisation et qu'elles réussissent à mettre en place des solutions concrètes pour améliorer la qualité de vie des citoyens et citoyennes et pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

En même temps qu'elles s'inscrivent en continuité avec la tradition du développement communautaire et social au Québec, les démarches de revitalisation intégrée présentent un potentiel important d'innovation sociale particulièrement parce qu'elles incitent les différents acteurs à sortir de l'intervention en silo. Les démarches de revitalisation intégrée ne ciblent pas qu'une clientèle, qu'un secteur d'intervention ou qu'une mission particulière, mais bien une communauté dans l'ensemble de ses dimensions. La complexité de la lutte à la pauvreté y est prise en compte dans ses dimensions économique, sociale, politique, culturelle, etc. En ce sens, elles s'inscrivent à l'intérieur de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sans toutefois s'y limiter.

Plusieurs grands acteurs du développement social, de la santé et de l'économie s'intéressent à l'évolution de ces projets de revitalisation intégrée : le mouvement communautaire, le Réseau québécois de développement social, le Réseau québécois des villes et villages en santé, le milieu universitaire, pour n'en citer que quelques uns. À Montréal, les autorités municipales soutiennent la mise en place et le développement de huit projets de revitalisation urbaine intégrée dans des quartiers défavorisés. Des expériences similaires se déroulent également à l'étranger notamment en France, en Belgique et aux États-Unis.

En février 2007, à l'initiative de la Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières, plusieurs communautés locales qui vivent des démarches de revitalisation intégrée ont décidé de jeter les bases d'un réseau québécois. Nous avons recensé une quinzaine de démarches de revitalisation intégrée au Québec qui ont toutes plus ou moins un statut de projet pilote. Nous croyons qu'il est temps de passer à une autre phase pour consolider ces initiatives. Avec les années, les démarches de revitalisation intégrée ont plusieurs réalisations à leur actif et ont ouvert de nouvelles perspectives de développement social et de lutte contre la pauvreté. Il faut donc soutenir cette approche à long terme pour permettre à ces démarches de se développer de façon durable.

Ce réseau québécois de revitalisation intégrée permet de se donner une définition commune à travers les différentes démarches qu'il regroupe. Il se veut un lieu de partage d'expériences et d'expertise.

Tout en partageant une base commune, les différentes expériences de revitalisation intégrée ont chacune leur dynamique locale spécifique, et c'est ce qui rend chaque expérience unique en elle-même. La dynamique et les acteurs de chaque communauté sont différents et, par conséquent, les actions qui en ressortent peuvent être à géométrie variable.

La revitalisation intégrée peut se vivre autant en milieu urbain qu'en milieu rural. La dynamique et les enjeux peuvent varier, mais la base et les principes sont les mêmes.

Ce document présente une définition de la revitalisation intégrée qui a fait consensus auprès des adhérents du réseau. Il identifie également des conditions qui pourraient favoriser le développement durable des démarches de revitalisation intégrée au Québec. Il présente enfin un bref portrait de plusieurs démarches en cours.

Il est important de prendre le temps de nommer ce dont nous parlons, ce qui caractérise précisément les démarches de revitalisation intégrée. Ces démarches s'inscrivent à la fois dans les cadres plus larges du développement social, du développement économique communautaire voire du développement durable. Elles en sont un segment actuellement en pleine croissance.

En prenant pour appui un territoire de proximité, elles cadrent également dans la grande famille du développement local. Les démarches de revitalisation intégrée n'ont pas la prétention de répondre à toutes les situations, mais elles font partie de la réponse aux enjeux du développement local et de la lutte contre la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Définition

Les démarches de revitalisation intégrée sont inclusives, territorialisées, globales, intersectorielles, participatives, pérennes et professionnelles. Elles se concrétisent dans des projets globaux de développement sur un territoire déterminé. L'objectif est l'amélioration de la qualité de vie des citoyens et citoyennes à partir de la dynamique locale, en travaillant de manière concertée entre partenaires intersectoriels et multi-réseaux et en s'appuyant sur la participation des citoyennes à toutes les étapes du processus.

Caractéristiques

➤ Inclusives

L'objectif général est l'amélioration de la qualité de vie des de la zone déterminée. Il s'agit d'un projet de développement intégré qui vise l'amélioration des conditions de vie et du cadre de vie des citoyens et citoyennes. En complémentarité avec les politiques publiques, la démarche s'inscrit notamment dans la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale particulièrement dans les zones les plus démunies.

➤ Territorialisées

Notre approche est également territoriale, ce territoire étant soit un quartier, soit un arrondissement, soit une ville, soit une MRC. Elle se met en place sur un territoire qui se définit par le sentiment d'appartenance des citoyens et des citoyennes qui y résident, un sentiment d'appartenance que nous travaillons à consolider.

Les territoires d'intervention des démarches de revitalisation intégrée ont pour caractéristiques une préoccupation commune pour les zones où il y a une concentration spatiale de la pauvreté, ainsi qu'une préoccupation pour les gens qui y habitent. Cependant, le travail réalisé sur le territoire local doit prendre en compte les dynamiques régionales et nationales.

Les démarches de revitalisation intégrée sont bien conscientes que de travailler avec la « communauté » ce n'est pas seulement de travailler avec les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, mais bien avec tous les citoyens et les citoyennes en s'appuyant sur les forces et ressources de chacun. Nous cherchons à éviter les situations de « gentrification » qui auraient comme effet de simplement « déplacer » des populations appauvries.

➤ Globales

L'approche de revitalisation s'appuie sur une approche globale avec un souci d'analyser l'ensemble des enjeux liés à la qualité de vie des citoyens et citoyennes. Aussi, ce type de démarche touche aussi bien les aspects économiques (développement d'entreprises et de commerces, création d'emplois, etc.) que sociaux (santé, sécurité alimentaire, relations interculturelles, sécurité des personnes et des biens, etc.), culturels (mesures d'accessibilité aux arts, diffusion des arts dans les parcs, dans les rues, etc.) qu'environnementaux (initiatives d'embellissement, cueillette sélective, compostage, etc.). La réfection du cadre bâti, l'aménagement du territoire ou les problématiques liées à l'environnement sont également prises en considération. En effet, le développement durable est intimement lié aux caractéristiques de cette démarche.

➤ **Intersectorielles**

Le pilotage des projets et leur mise en place impliquent de nombreux représentants-es de la société civile : groupes communautaires, institutions, entreprises privées, élus-es municipaux, élus-es scolaires, mais aussi citoyens et citoyennes. Ce sont eux qui ont l'expertise de leur quartier et leur mot à dire sur les décisions qui apporteront les changements de demain. Les citoyens et les citoyennes doivent participer non seulement aux consultations, mais aussi à la réalisation de ces projets de revitalisation intégrée. Les actions entreprises découlent d'une mise en commun des capacités des acteurs mobilisés ainsi que de différentes mesures gouvernementales.

La concertation dans l'action est à la base de la revitalisation intégrée. Elle se réalise dans une démarche qui se veut autonome des pouvoirs publics, ces derniers ne décidant pas « seuls » même si leur participation est essentielle. L'idée est que la communauté se prend en main et qu'elle sait ce qui est bon pour elle tout en faisant place à tous les partenaires. Par ailleurs, cela n'enlève rien au rôle que doivent jouer les différents paliers de gouvernement (municipal, provincial et fédéral) dans leur champ propre de compétence.

Les structures organisationnelles qui portent ces coalitions divergent selon les milieux (tables de concertation, CDÉC, OSBL, etc.) et reflètent le contexte local de chacun des projets. Le leadership de ces démarches est variable et toujours le fruit d'une décision collective partagée par les acteurs impliqués.

➤ **Participatives**

La participation des citoyens et citoyennes dans les projets de revitalisation est primordiale. Ces démarches leur donnent une voix et des moyens pour agir sur les changements. Leur expertise est reconnue et valorisée : qui mieux que le citoyen ou la citoyenne connaît l'histoire de son quartier, ses facettes, ses besoins et les solutions à y apporter. La volonté et les outils pour mettre en œuvre la mobilisation citoyenne dans les démarches de revitalisation intégrée font partie intégrante des priorités de cette démarche. À ce titre, les démarches de revitalisation intégrée sont des lieux majeurs d'innovation sociale permettant de renouveler la participation citoyenne. Ce n'est pas cependant une recette magique et c'est plus que souvent un grand défi que nous voulons relever avec convictions et cœur!

➤ **Pérennes**

Les actions mises en place sur le terrain sont conçues et réalisées à des niveaux différents dans le temps. Il existe des dosages dans l'action à prendre en considération. Mais dès le départ et malgré l'importance d'action à court terme, il est clair dans l'esprit des démarches de revitalisation intégrée que les objectifs visés ne peuvent être atteints qu'à long terme.

➤ **Professionnelles**

Toutes les démarches de revitalisation intégrée ont besoin de soutien continu pour en assurer l'animation, la mise en place et le suivi : concertation entre les acteurs, suivi des actions mises en œuvre, coordination globale du projet de développement, participation des acteurs dont les citoyens et citoyennes notamment. Il doit donc s'agir d'une volonté planifiée et organisée. Il faut assurer également des liens importants avec les acteurs régionaux et nationaux.

Conclusion

Que ce soit à Montréal, à Valleyfield, à Sorel-Tracy ou à Trois-Rivières, ces projets de revitalisation intégrée ont déjà démontré, au cours des dernières années, que cette façon de travailler est profitable à tous, et d'abord et avant tout aux citoyens et citoyennes concernés. Ce n'est pas un hasard si nous assistons actuellement à une multiplication d'expériences semblables à travers le Québec.

Sans être une recette magique, la revitalisation intégrée a fait sienne les leçons apprises au cours des derniers vingt ans. Elle a repris, à titre d'exemple, qu'une large concertation ne pouvait fonctionner que si elle était en mouvement dans l'action. Elle a su également intégrer les différents éléments du développement (social, économique, culturel et environnemental). Elle redonne ses lettres de noblesse à la participation des citoyens et des citoyennes dans le contexte des années 2000.

Les projets de revitalisation intégrée permettent également aux ressources communautaires et aux différentes institutions, tout en poursuivant leur travail quotidien important, de renouveler une partie de leurs pratiques d'intervention. Mais le plus important de tout est que ces projets relancent l'espoir et la mobilisation des communautés en voie de dévitalisation.

Un cadre de financement nécessaire

Pour encourager et améliorer le travail réalisé par les démarches de revitalisation intégrée un soutien financier est indispensable. La réalité actuelle est que toutes les démarches ont des partenaires locaux (Ville, Centraide, Emploi-Québec, etc.) qui les soutiennent et l'obligation d'introduire de nombreuses demandes dans différents programmes gouvernementaux pour compléter leur financement. À vrai dire, il existe un vide actuellement en terme de « politique publique ». Les démarches de revitalisation intégrée ne sont pas des organismes communautaires, ils n'ont donc pas accès aux fonds dédiés aux organismes communautaires. Ne sont pas non plus des municipalités même si ces dernières participent à tous les projets. Les organismes qui sont porteurs de ces démarches (Table de concertation de quartier, CDÉC ou autres) ne sont pas ou sont peu financés pour ce travail de coalition.

Il existe bien quelques politiques avec lesquels nous pourrions tisser des liens. Pensons à la politique sur la ruralité, ou le contrat de ville pour Montréal ou encore la Stratégie de lutte contre la pauvreté mais rien de cohérent et de suffisant comme l'on fait d'autres pays notamment la France et la Belgique.

En regard ce que coûte à la société de laisser un territoire (quartier, ville, MRC) se détériorer, ce n'est pas une dépense mais bien un investissement que de soutenir financièrement une démarche de revitalisation intégrée. Bien sûr, ce soutien financier, comme c'est toujours le cas, sera assorti d'objectifs à atteindre.